



Direction des Etudes et des Prévisions Financières

Effets des accords de Libre Echange sur le cadre macroéconomique

25 avril 2012

Signature d'un ensemble d'accords de libre d'Accord

Accord	D. De Sign. Et d'entrée en vigueur	Objectifs de l'accord
Accord d'association Maroc – Union européenne	Février 1996 Mars 2000	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcer le dialogue politique. • Fixer les conditions nécessaires à la libéralisation progressive des échanges de biens, services et capitaux. • Appuyer les initiatives d'intégration sud-sud. • Promouvoir la coopération dans les domaines économique, social, culturel et financier.
Accord de libre échange Maroc - Etats de l'Association Européenne de Libre Echange (AELE)	Juin 1997 Mars 2000	<ul style="list-style-type: none"> • Libéralisation progressive des échanges industriels sur le plan bilatéral avec chacun des Etats Membres de l'AELE. • Echange de concessions en matière de produits agricoles. • Libéralisation du commerce des services et le droit d'établissement.
Accord de libre échange Maroc- Emirats Arabes Unis.	Juin 2001 Juillet 2003	<ul style="list-style-type: none"> • Instauration d'une zone de libre échange pour les biens et élimination des barrières non tarifaires.
Accord de libre échange Maroc – Etats-Unis	Juin 2004 Janvier 2006	<ul style="list-style-type: none"> • Instauration progressive d'une zone de libre échange pour les produits industriels et agricoles. • L'accès aux services. • Protection de la propriété intellectuelle. • Instruments juridiques de garantie et de sécurité pour les investisseurs américains. • Des mesures de transparence, de moralisation et de concurrence dans la passation des marchés publics.
Accord de libre échange Maroc - Turquie	Avril 2004 Janvier 2006	<ul style="list-style-type: none"> • Instauration progressive d'une zone de libre échange pour les produits industriels. • Echange de concessions en matière de produits agricoles.
Accord d'Agadir (Maroc, Tunisie, Egypte, Jordanie)	Février 2004 Mars 2007	<ul style="list-style-type: none"> • L'élimination de l'essentiel des barrières tarifaires et non tarifaires sur le commerce bilatéral, dans la perspective de l'établissement de la zone de libre-échange euro méditerranéenne à l'horizon 2012.

Amélioration de l'environnement des affaires

Renforcement du cadre institutionnel

- Commission Interministérielle des Investissements
- Centres régionaux d'investissement,
- Agence Marocaine de développement des Investissements chargée du développement et de la promotion des investissements au Maroc.
- Comité National de l'Environnement des Affaires (CNEA) créé en décembre 2009,
- Commission Nationale de Simplification des Procédures
- Commission des Alertes contre les Abus Administratifs.

Révision du cadre juridique des affaires

Allègement de la fiscalité sur les entreprises

Renforcement de la transparence et de la lutte contre la corruption

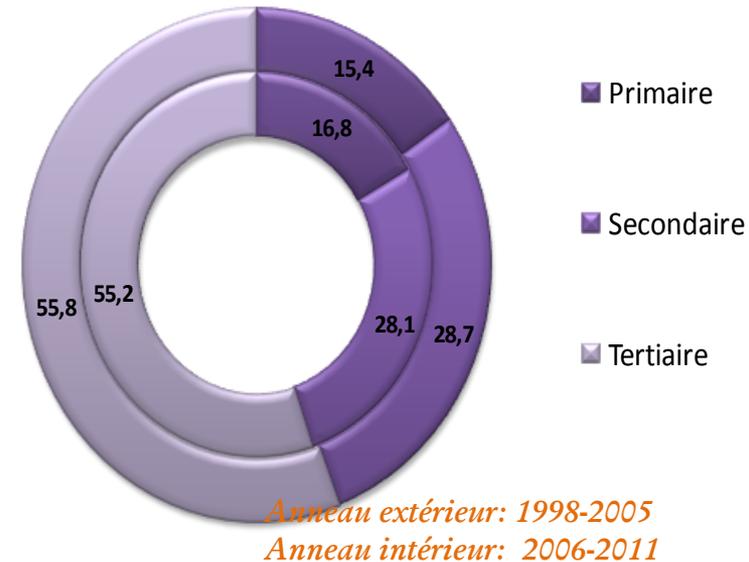
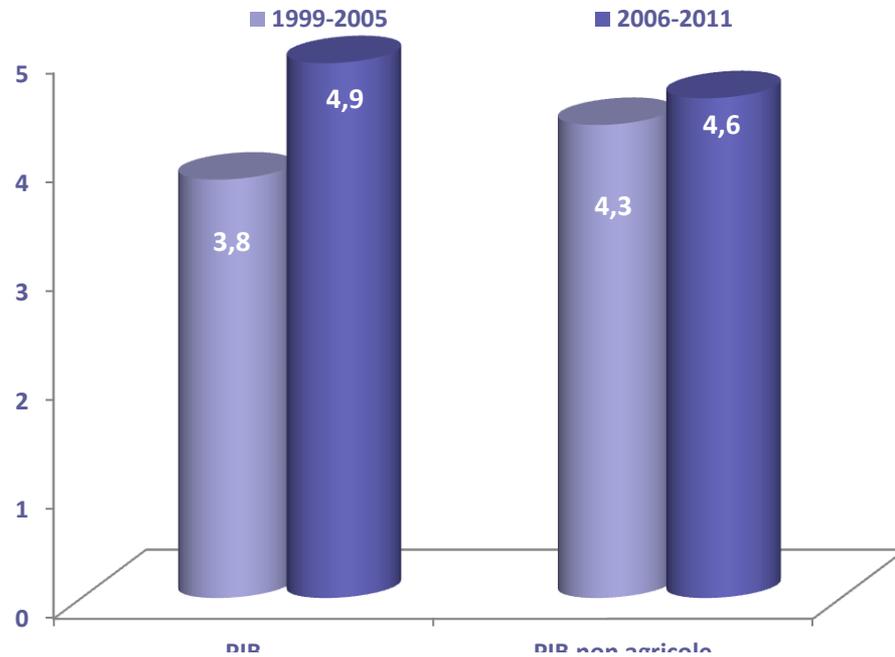
- l'adoption de la loi sur le blanchiment d'argent,
- la loi sur la déclaration de patrimoine
- la mise en place de l'Instance Centrale de Prévention de la Corruption dont les pouvoirs devraient se renforcer dans le cadre de la nouvelle constitution adoptée par voie référendaire le 1^{er} juillet 2011
- constitutionnalisation du Conseil de la Concurrence

Le processus de réformes structurelles et sectorielles, et le renforcement du positionnement du Maroc pour une meilleure intégration à l'économie mondiale visant

- la stabilité du cadre macroéconomique ;**
- L'ouverture croissante de l'économie nationale à travers notamment la conclusion de nombreux accords de libre,**
- La sortie sur le marché mondial des capitaux ;**
- Le renforcement du rôle stratégique de l'Etat et l'appui au partenariat public-privé ;**
- La mise en place d'un cadre institutionnel et réglementaire favorable à l'investissement ;**
- des stratégies sectorielles renouvelées**

Ont conforté les progrès réalisés en matière de croissance économique, et permettent de se projeter avec de nouvelles ambitions tout en étant conscient des fragilités structurelles que la crise a révélé.

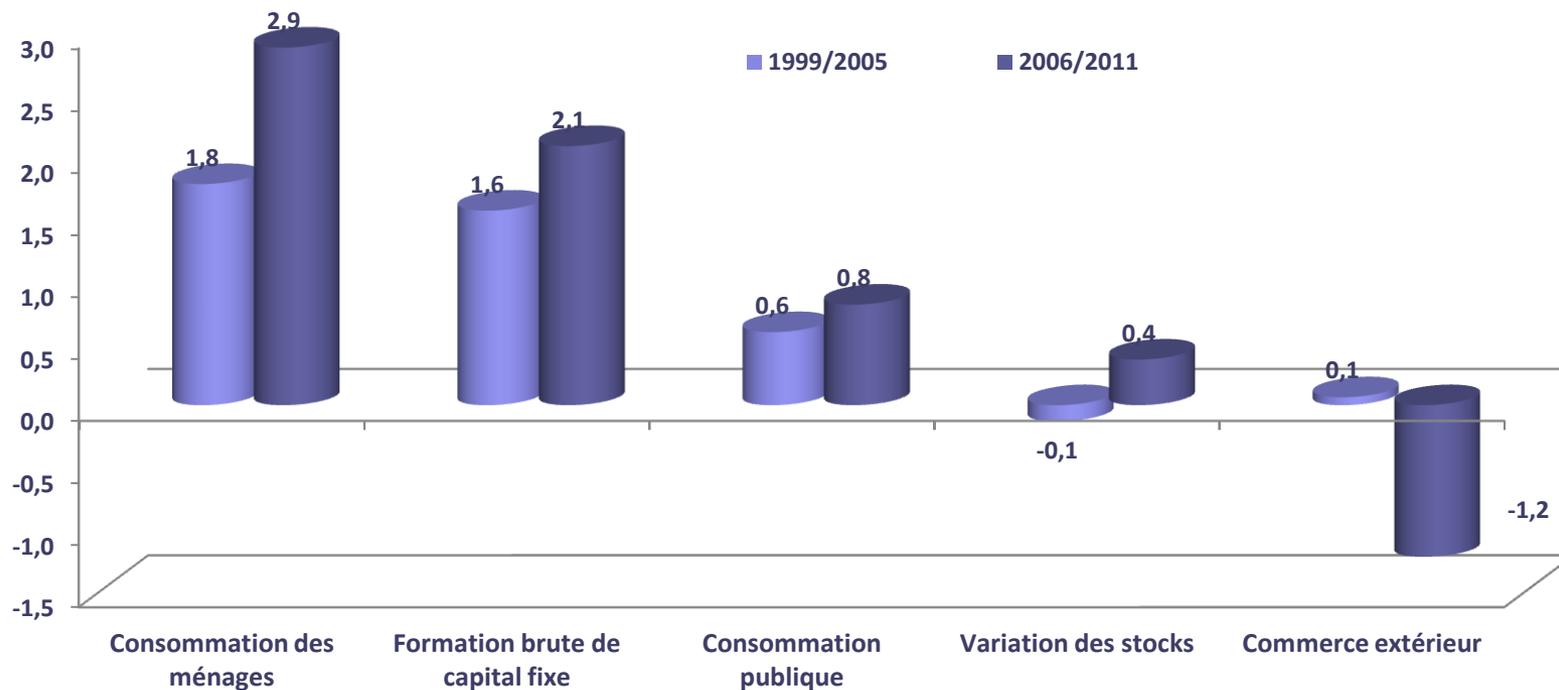
Palier de croissance supérieur en 2006-2011 malgré plusieurs facteurs défavorables



- Accès à un nouveau palier de croissance : 4,9% en 2006-2010 après 3,8% en 1999-2005 et 3,2% en 1990-1999 ; accompagné d'une nette réduction de la volatilité.
- Forte croissance en dépit d'un environnement peu favorable (renchérissement des prix des matières premières, ralentissement de la croissance mondiale, sécheresse en 2005 et 2007, hausse de la charge de compensation ...).
- Diversification des sources de croissance et une tertiairisation du tissu productif.

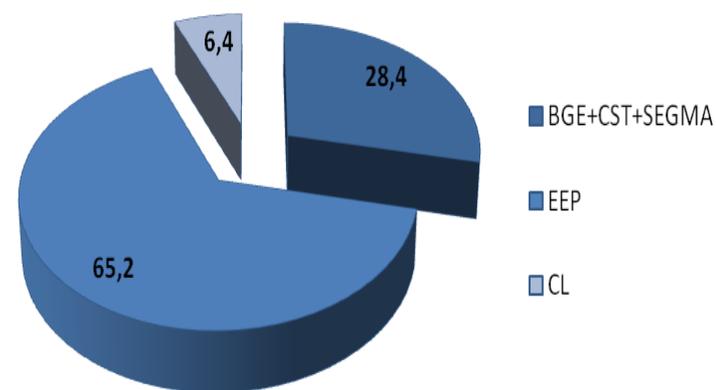
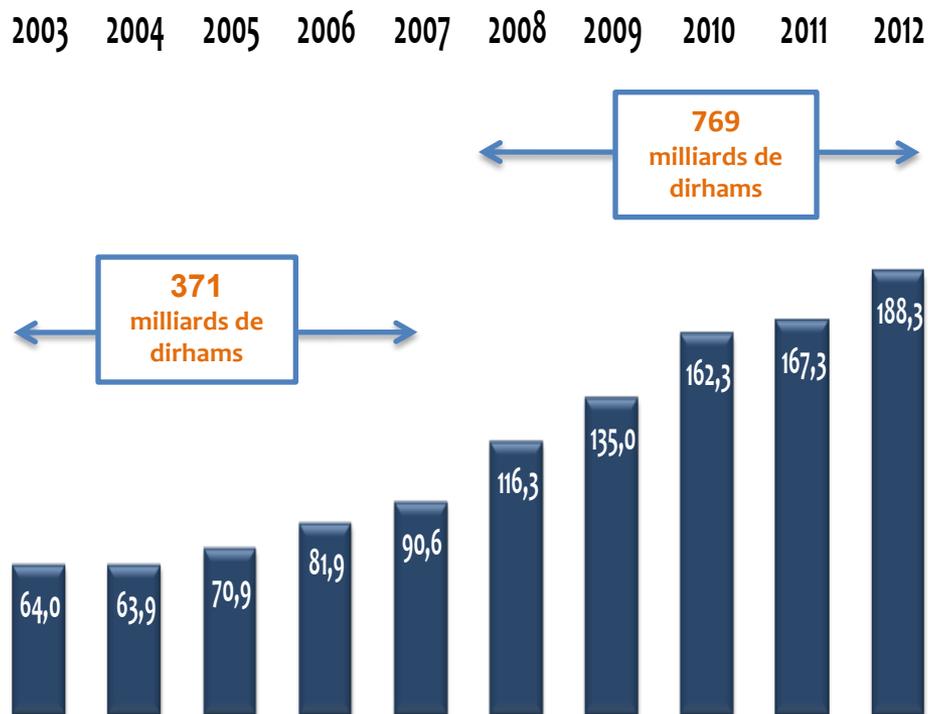
Contribution significative de la demande intérieure à la croissance du PIB

Contribution des composantes du PIB réel aux prix de l'année précédente



- **Consommation des ménages:** Croissance de 5% par an entre 2006 et 2011 (contre 3% en 1999-2005) pour atteindre environ 58% du PIB réel en 2011. Sa contribution à la croissance économique ressort à 2,9 points après 1,8 point, en 1999-2005.
- **FBCF :** Croissance de 7% entre 2006 et 2011 (contre 6,2% en 1999-2005) pour atteindre 31% du PIB réel en 2011. Sa contribution à la croissance économique est passée de 1,6 à 2,1 points entre les deux périodes.

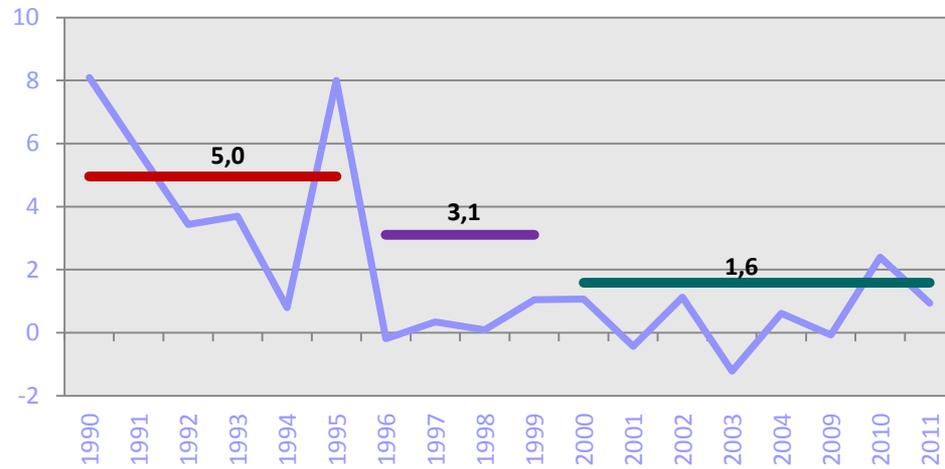
Intensification de l'investissement public pour renforcer la demande intérieure et assurer un développement territorial équilibré



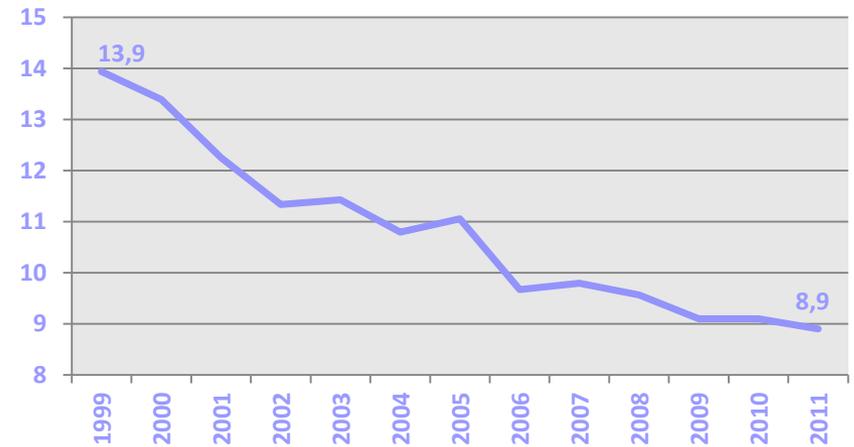
- **Doublement de l'investissement public entre 2007 et 2011.**
- **En 2012, l'investissement brut, aux prix constants, composé de la FBCF et de la variation de stocks, se situerait autour de 33,4% du PIB après 33,1% en 2011.**

Une inflation maîtrisée, un taux de chômage en baisse et une dette toujours à un niveau satisfaisant

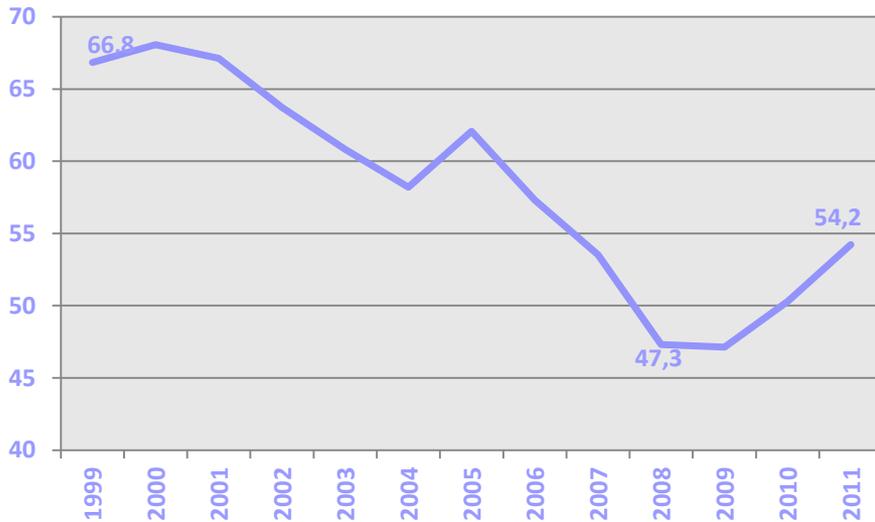
Indice des prix à la consommation



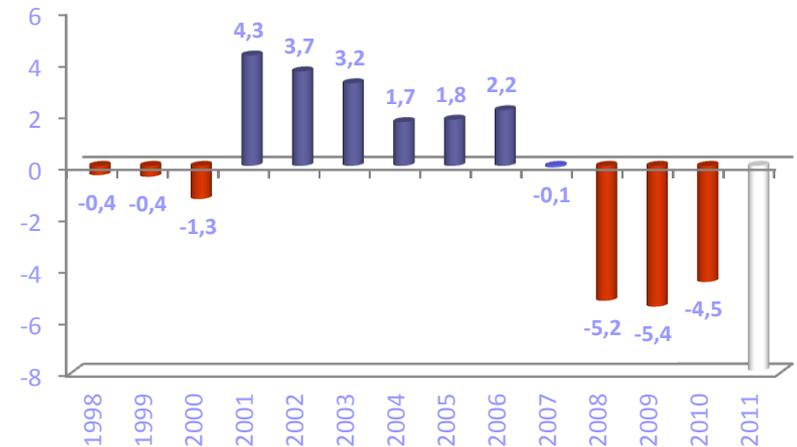
Taux de chômage



Financement du Trésor en % du PIB



Besoin de financement en % du PIB



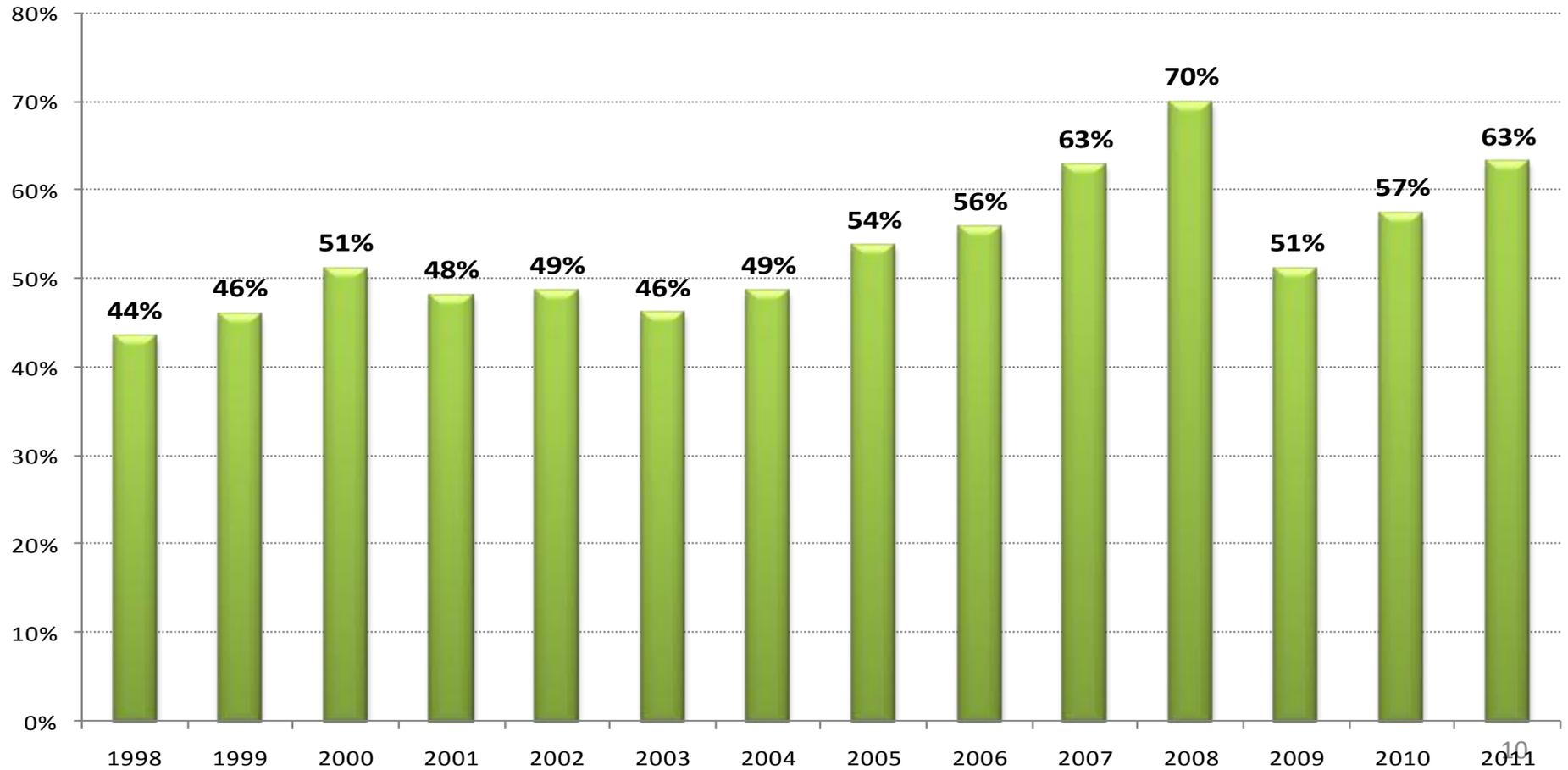
Fragilités du compte extérieur

- la conclusion d'une série d'accords de libre-échange avec nos partenaires privilégiés, tels que l'U.E, AELE, pays arabes, USA et Turquie s'inscrit dans une démarche progressive visant, non seulement
- l'adaptation de notre politique commerciale extérieure aux nouvelles données du commerce international, mais encore
- le développement de nos exportations par une meilleure intégration des filières de production et la diversification des débouchés tout en bénéficiant
- des meilleures conditions d'approvisionnement en intrants importés et d'accompagnement des grands programmes d'investissement.

Cependant les objectifs en matière d'exportation tardent à se concrétiser et les fragilités de nos comptes extérieurs accentuées par la crise constituent une préoccupation majeure autant qu'un déficit du compte courant alourdissant nos besoins de financement pourrait ralentir notre processus de développement

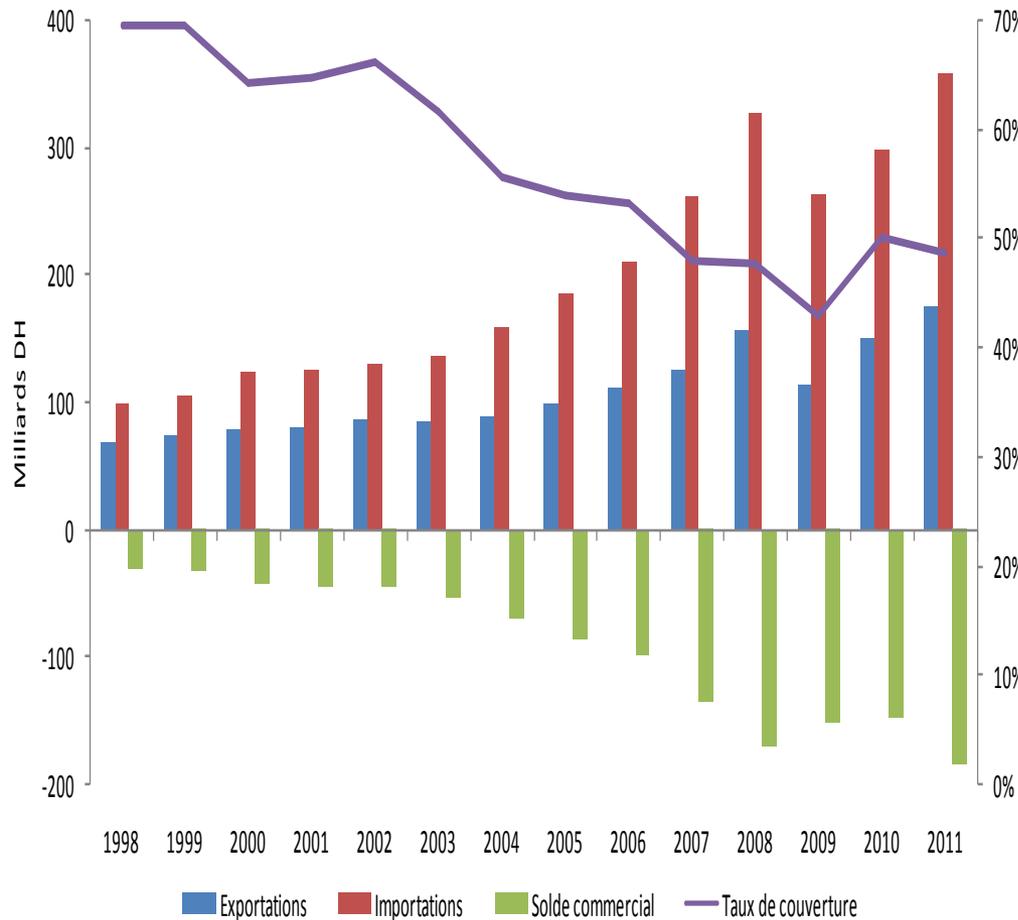
Ouverture croissante de l'économie nationale

Taux d'ouverture

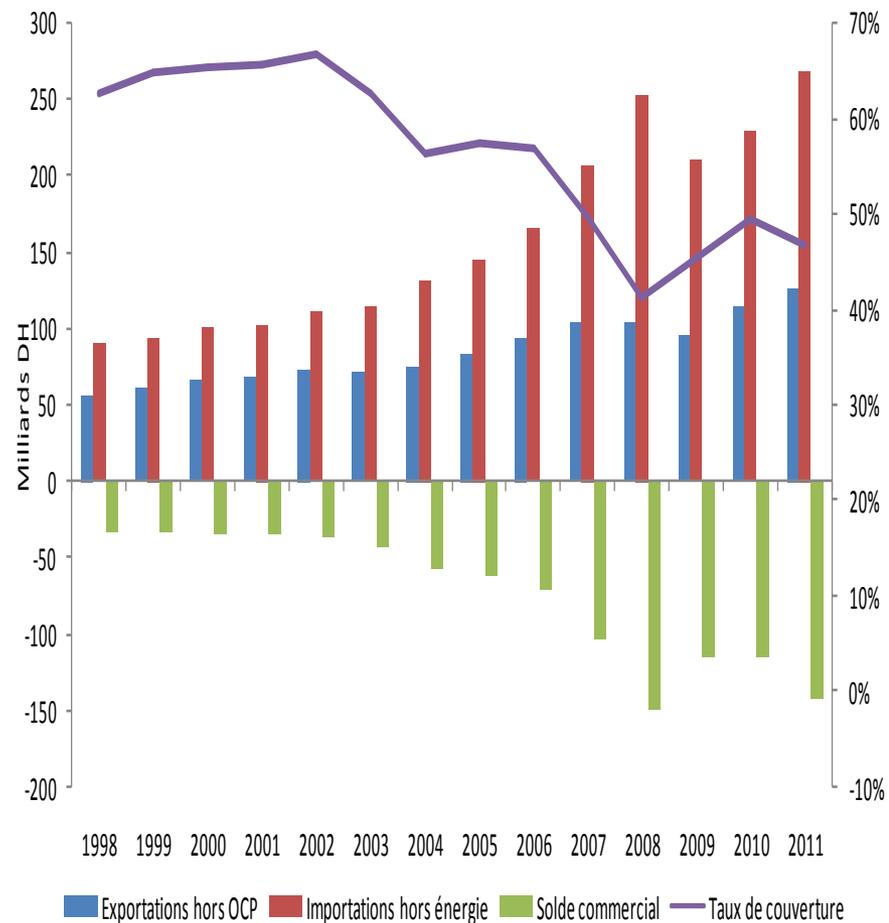


Forte dégradation du déficit commercial

Total des échanges

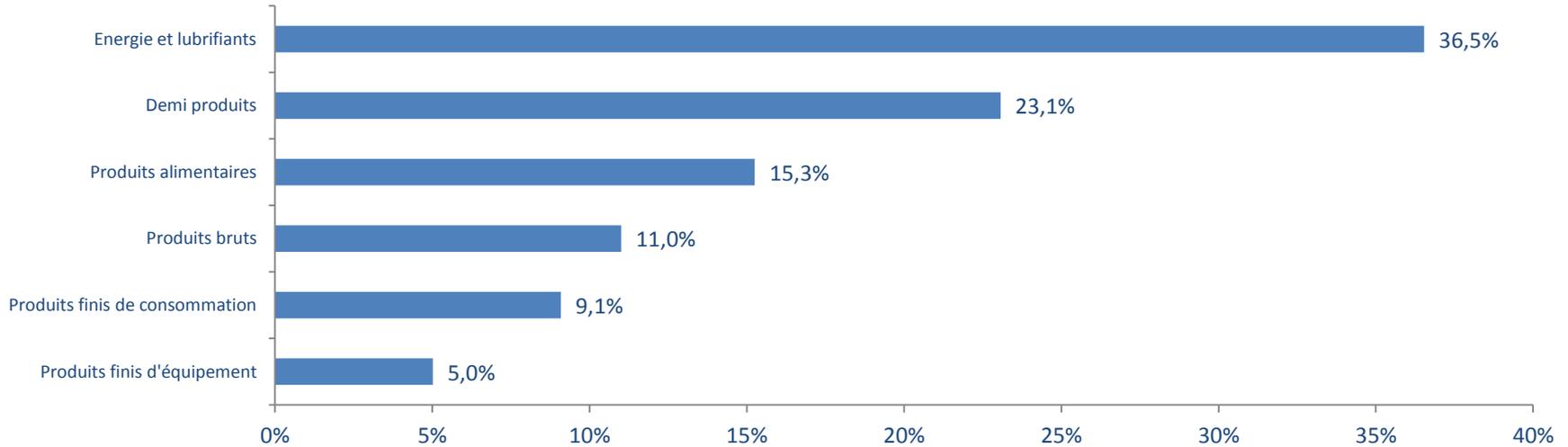


Echanges hors énergie et OCP



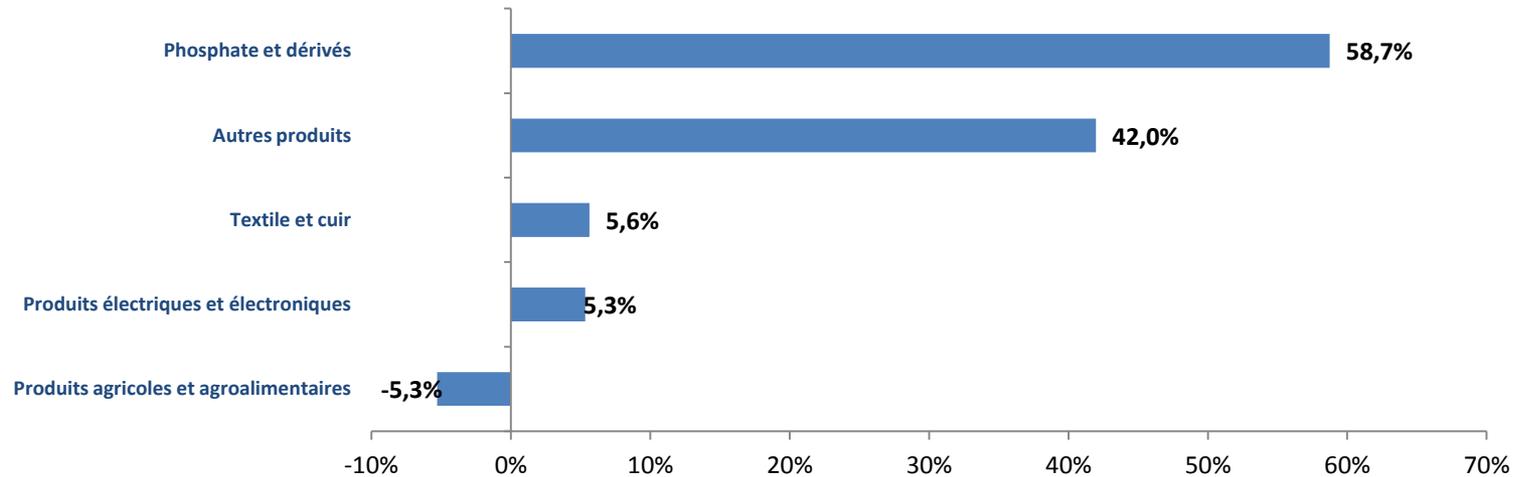
Les exportations du groupe OCP couvrent 54% des importations énergétiques

Contributions à l'évolution des importations en 2011



Source des données: Office des Changes

Contributions à l'évolution des exportations en 2011

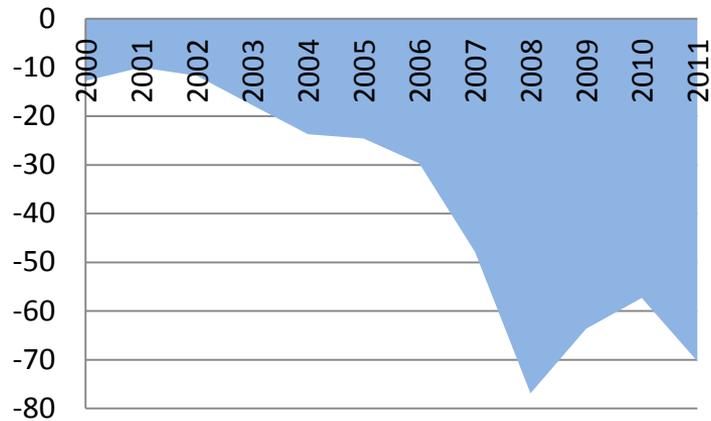


Source des données: Office des Changes

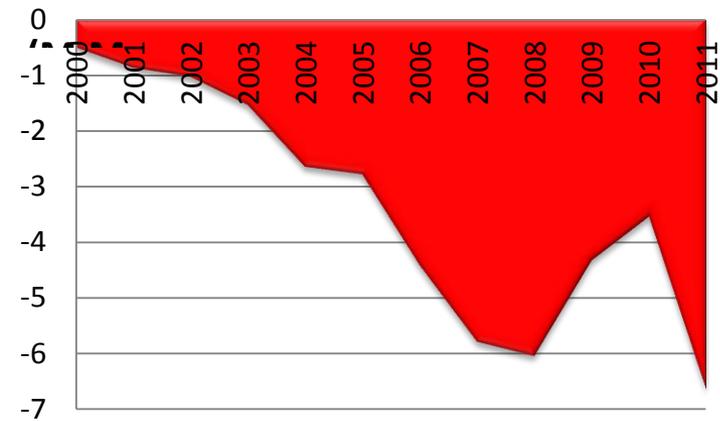
Echanges dans le cadre des ALE

Soldes commerciaux déficitaires

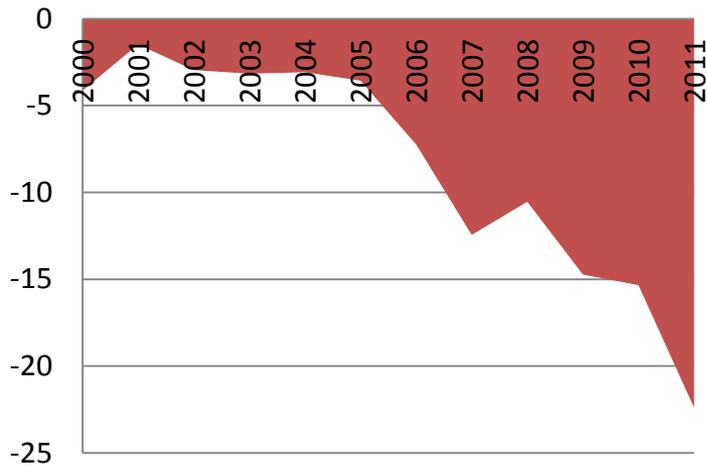
Union Européenne



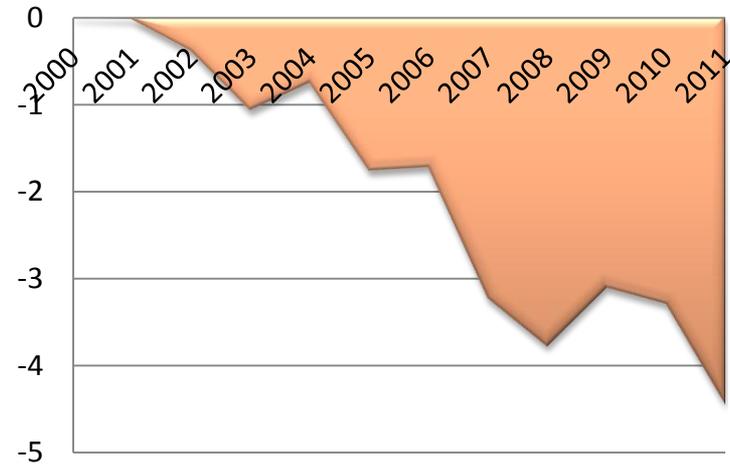
Turquie



Etats-Unis

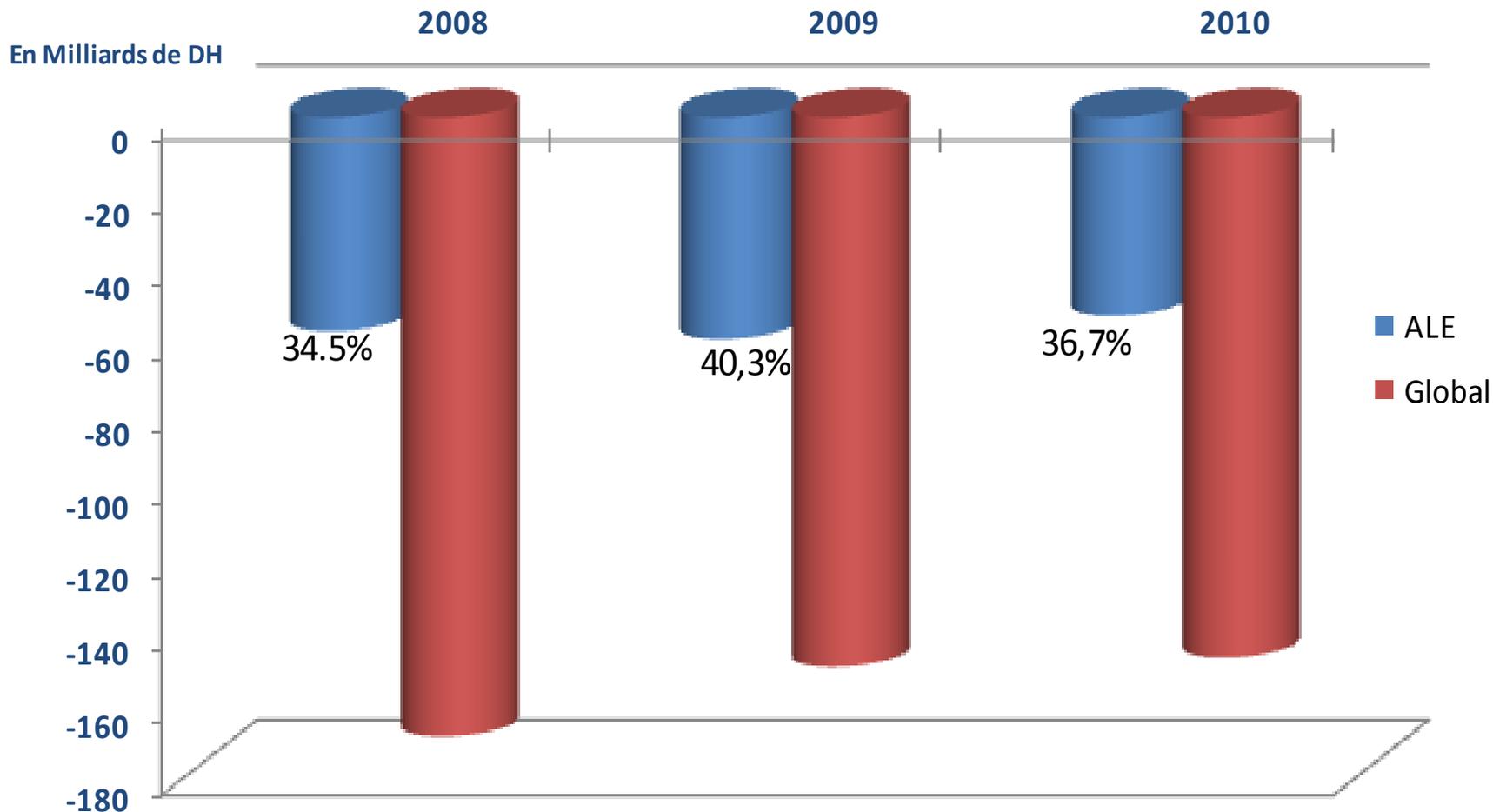


Accord d'Agadir

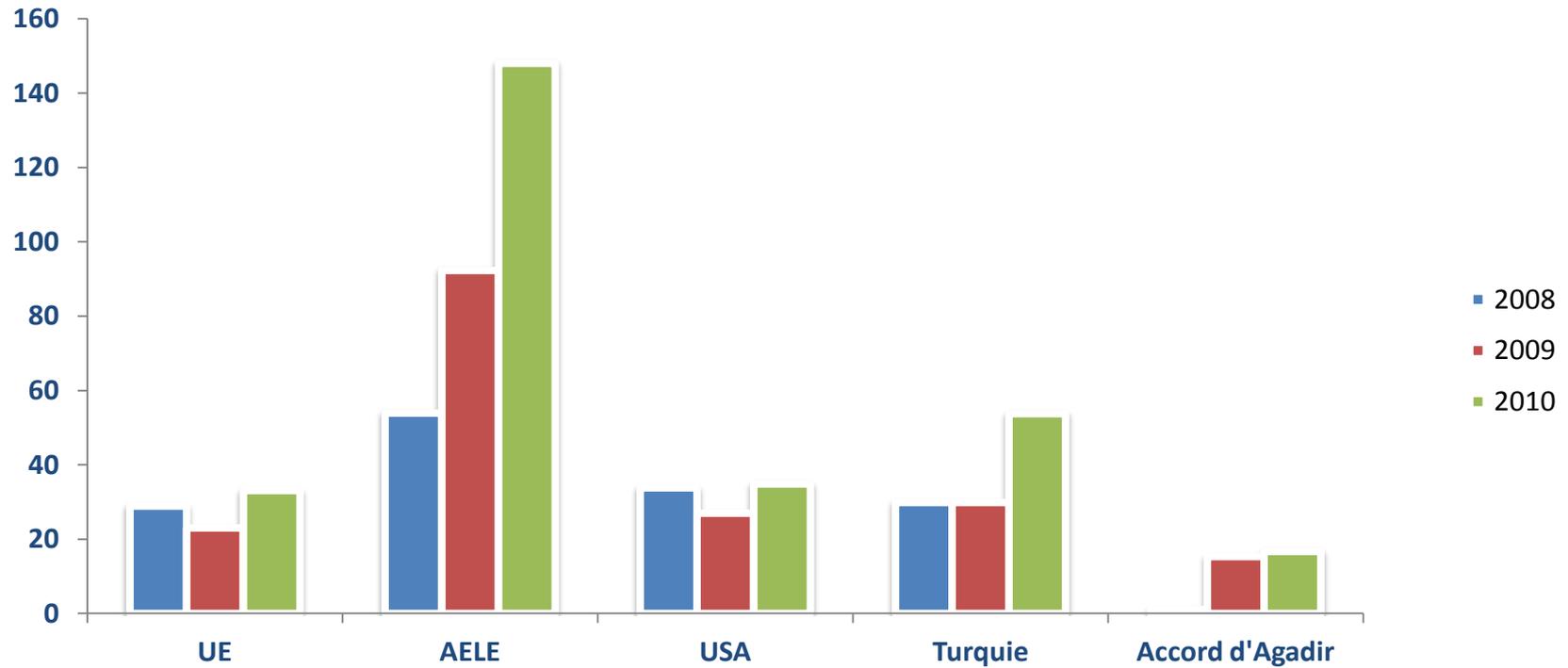


Près de 37% du déficit est creusé dans le cadre des ALE

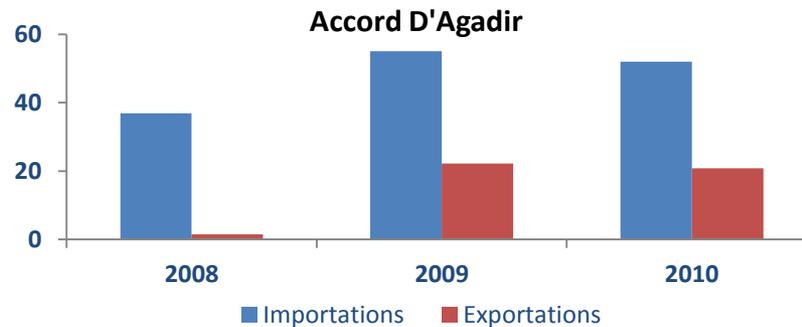
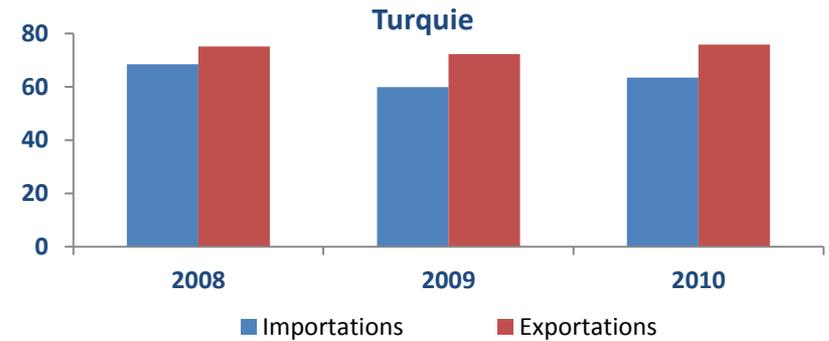
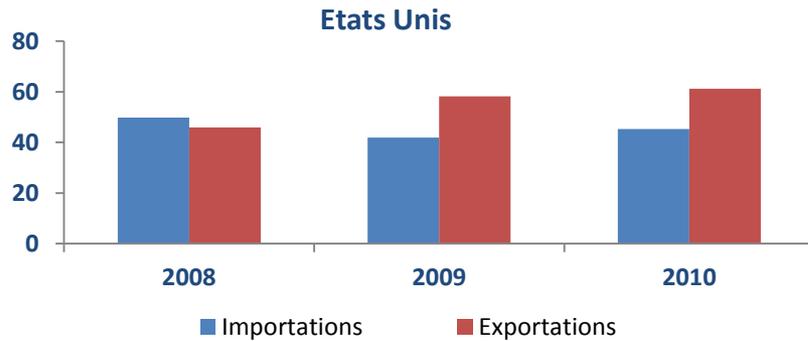
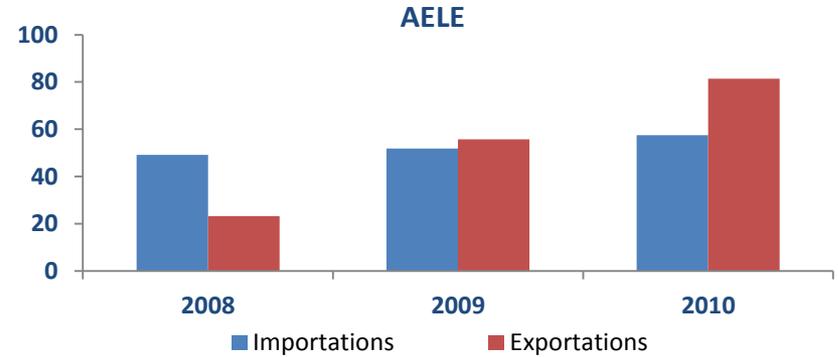
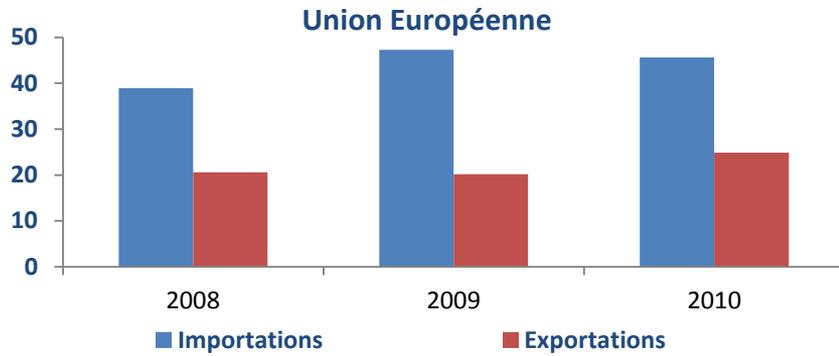
Contribution des ALE au déficit commercial



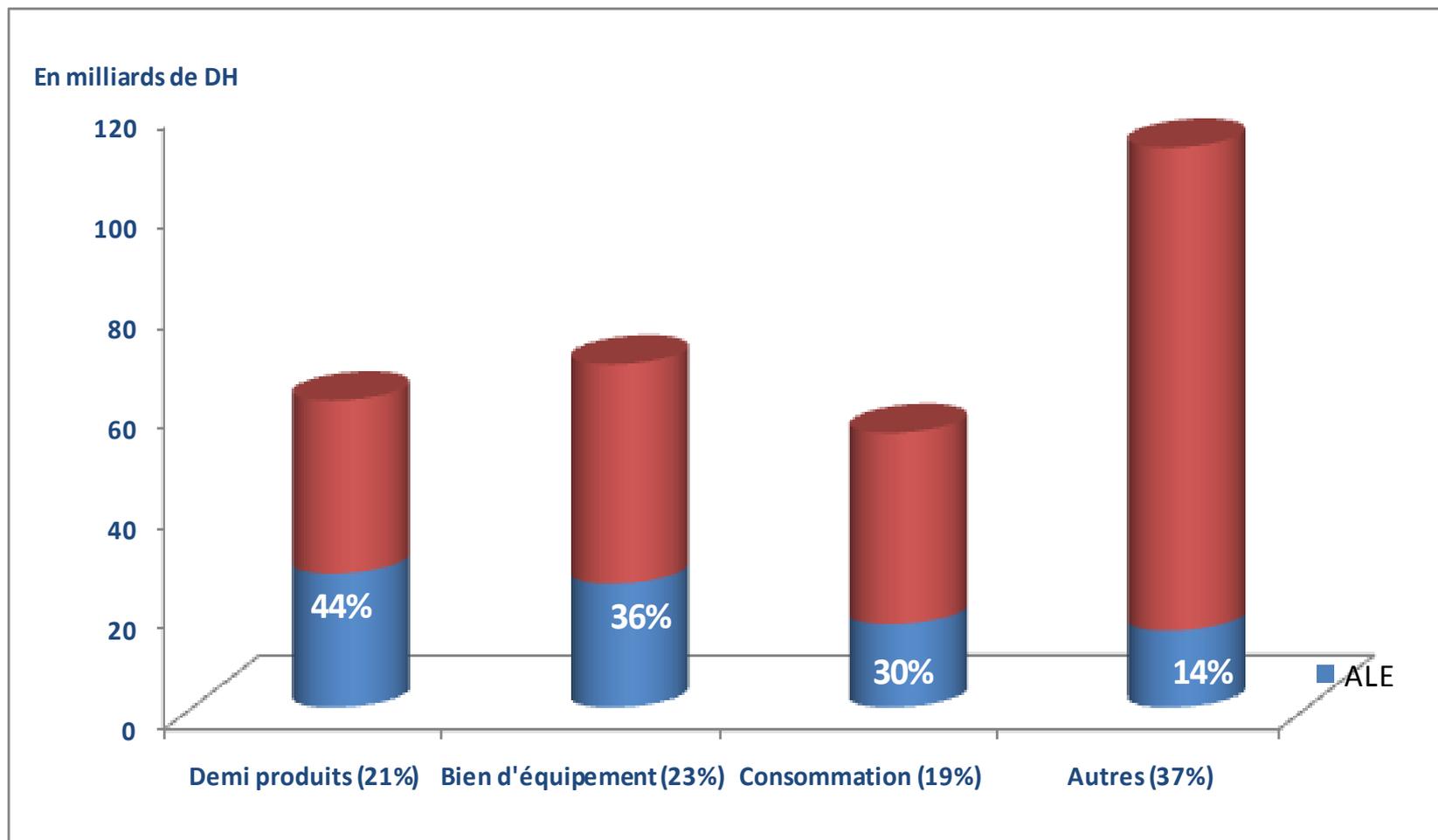
Taux de couverture relatifs aux échanges réalisés dans le cadre des accords de libre échange signés par le Maroc en amélioration



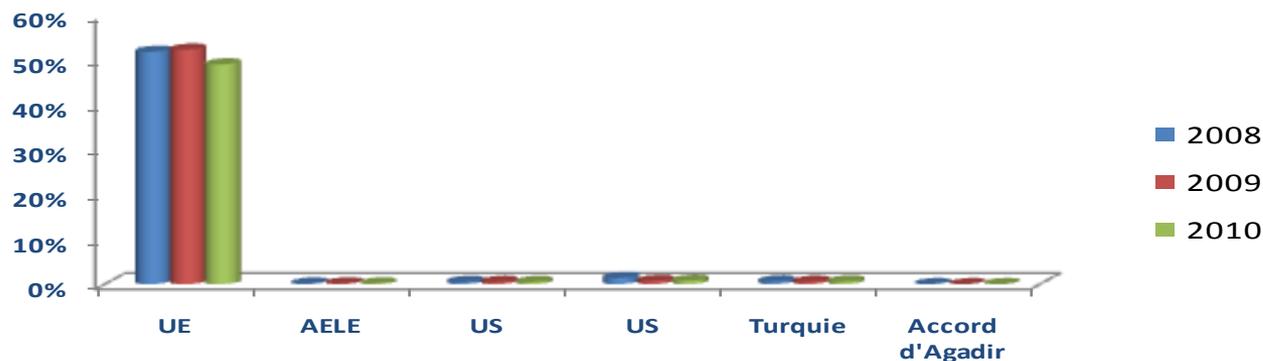
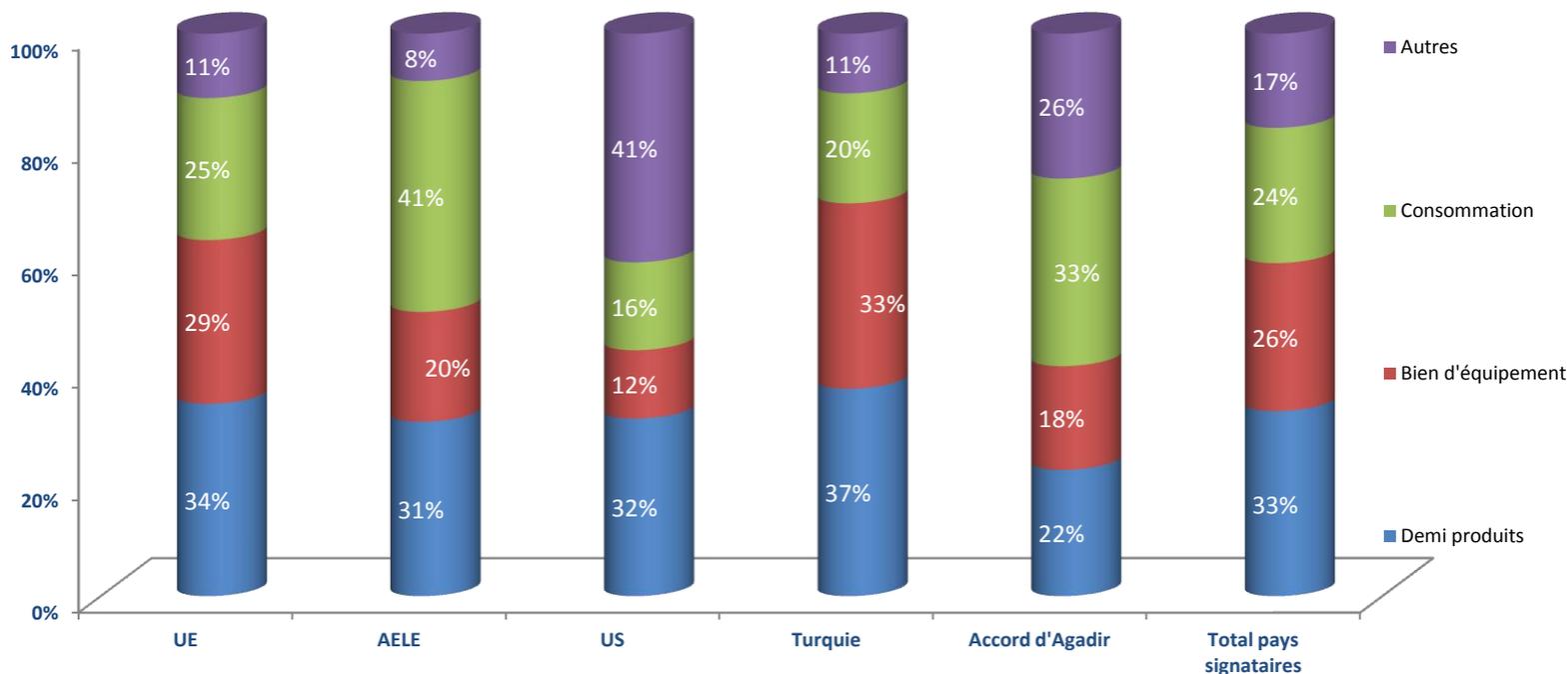
Parts des échanges commerciaux réalisés dans le cadre des accords de libre échange signés par le Maroc (%)



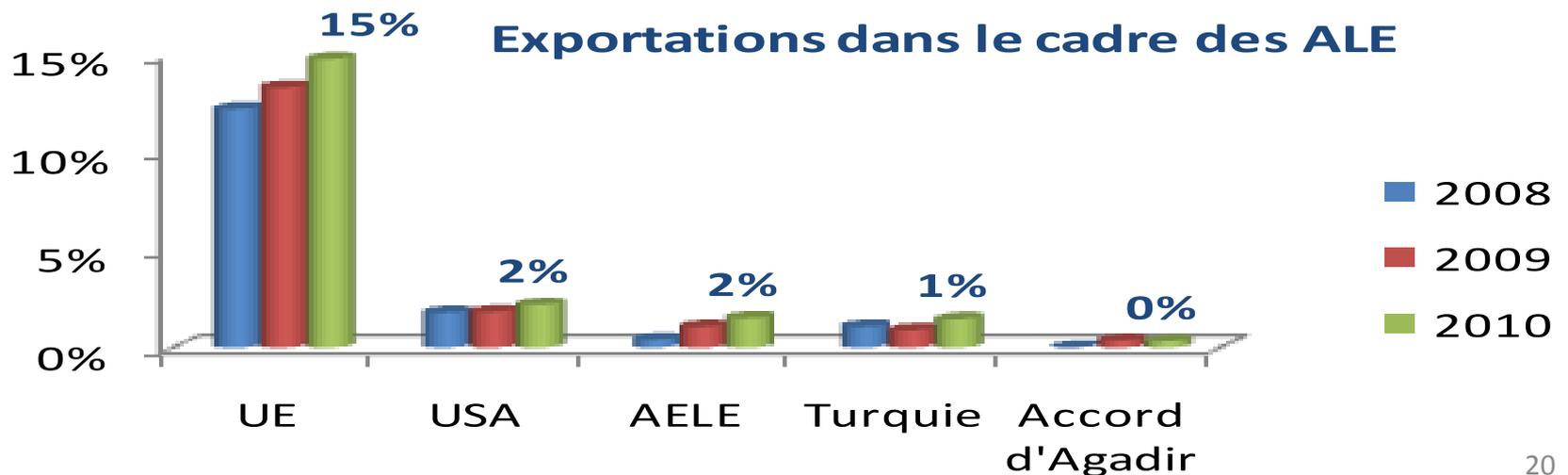
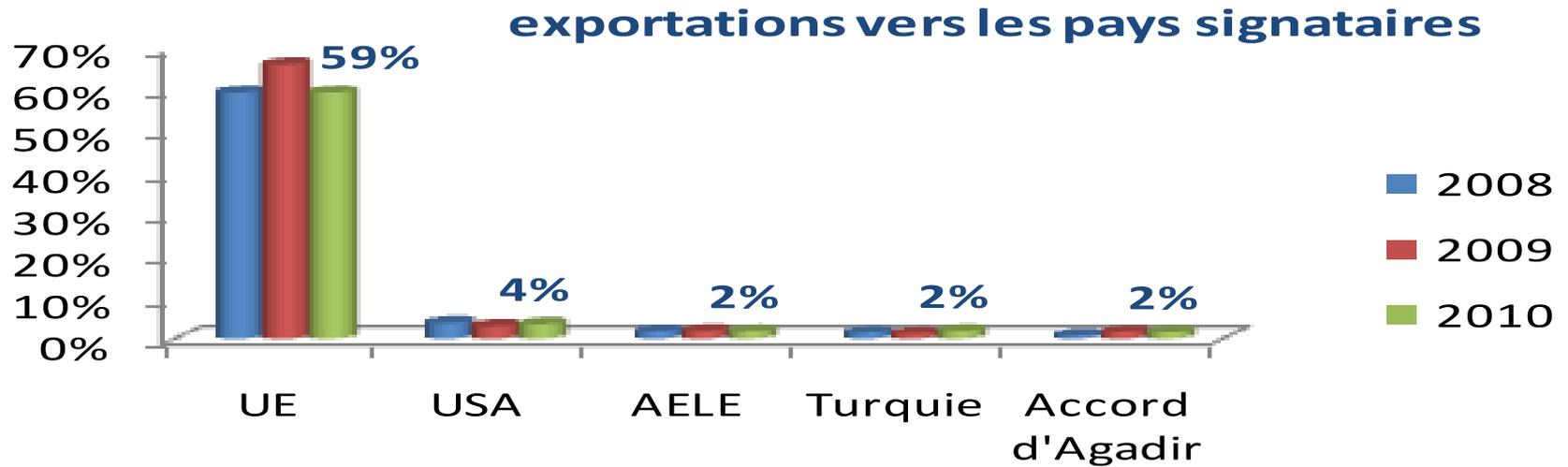
44% des importations de demi produits et 36% en biens d'équipement dans le cadre des accords de libre échange signés par le Maroc (%)



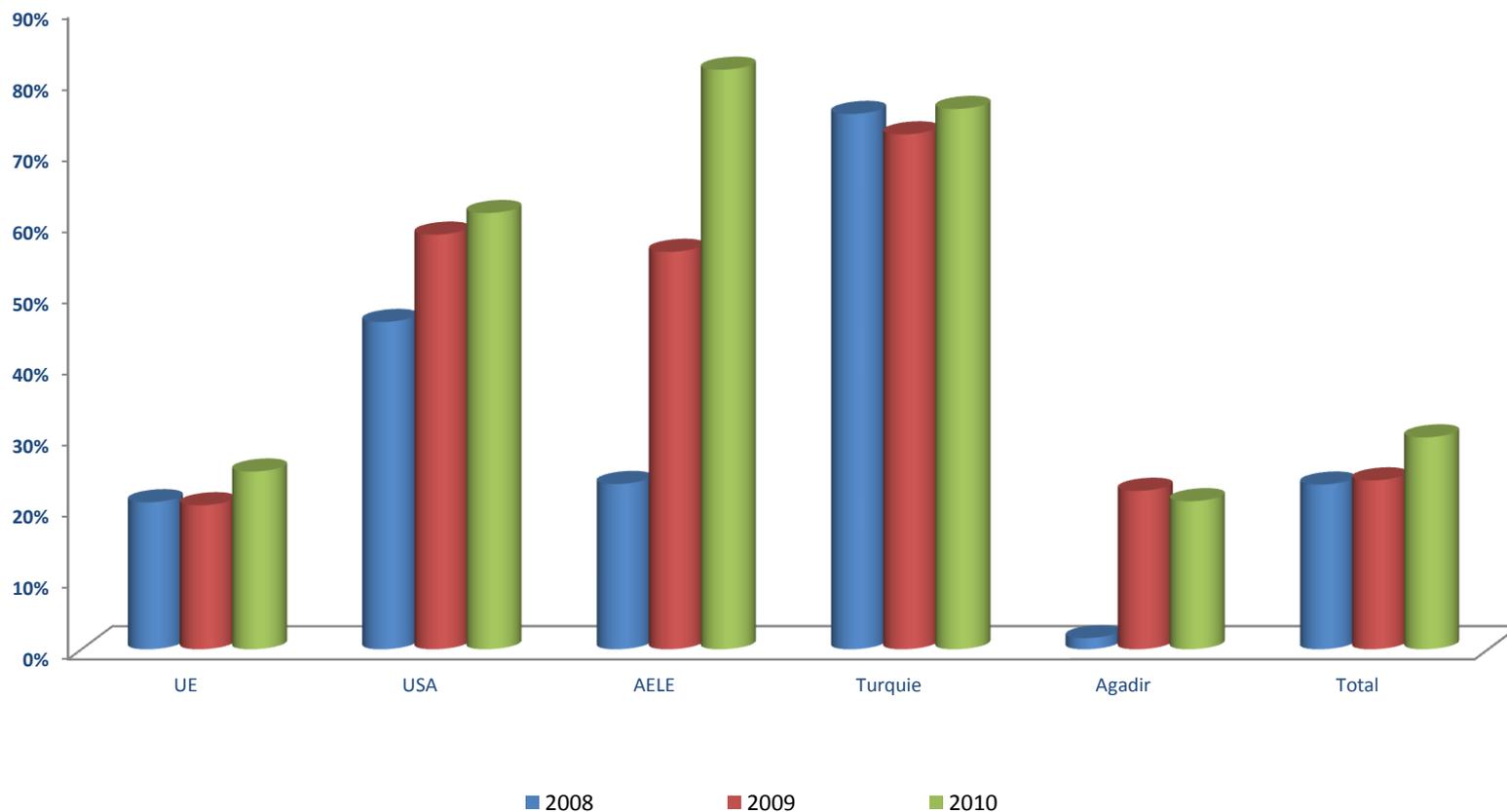
L'essentiel de nos importations en biens d'équipement et en demi produits en provenance des pays signataires se font dans le cadre des accords de libre échange signés par le Maroc (%)



Au niveau des exportations, Une timide diversification des marchés

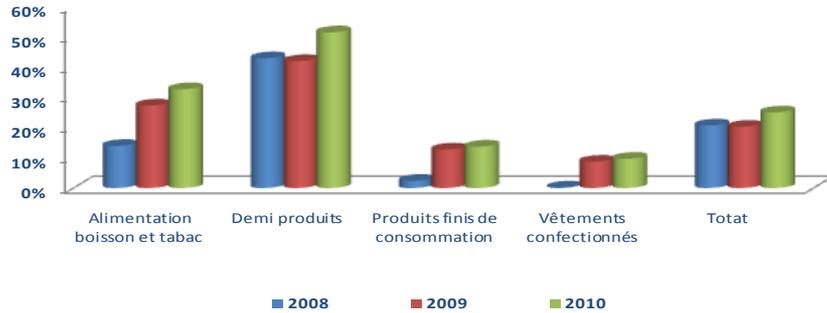


Une amélioration continue est manifeste de la part des exportations dans le cadre des ALE dans les exportations totales vers les pays signataires

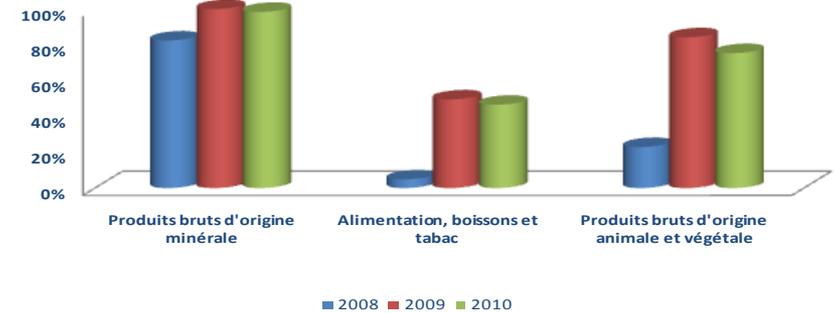


Evolution de la part des exportations dans le cadre des accords de libre échange (par produits) .

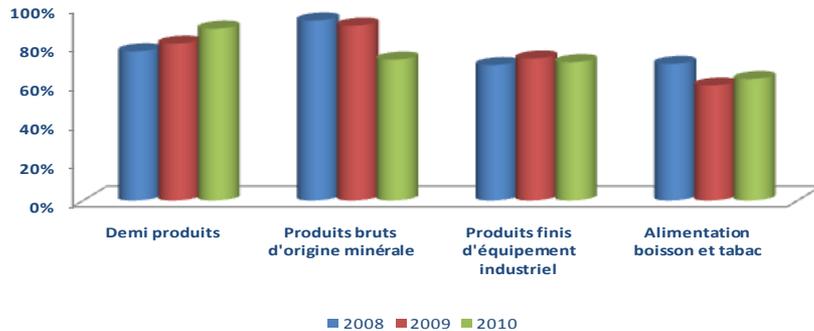
Union européenne



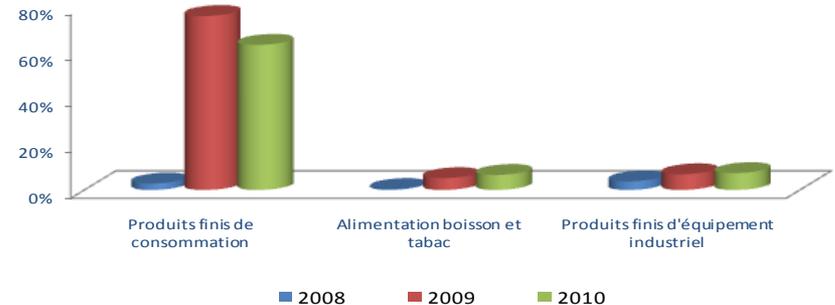
Etats-Unis



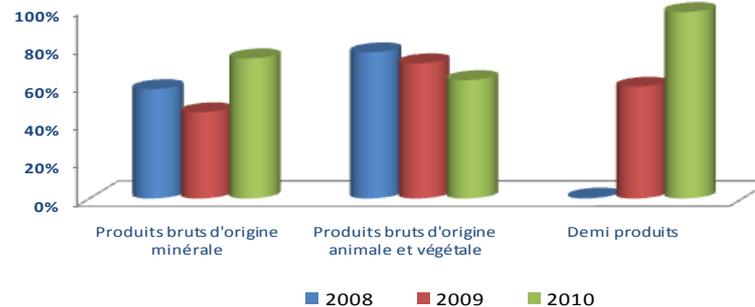
Turquie



Pays de l'Accord d'Agadir



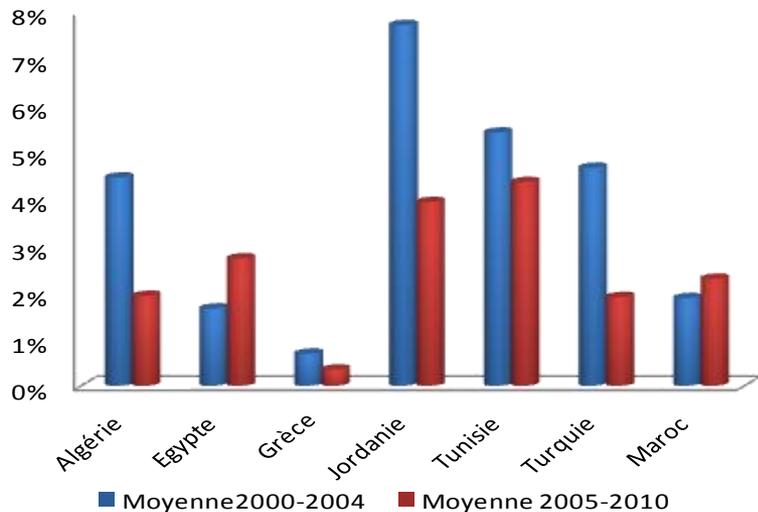
AELE



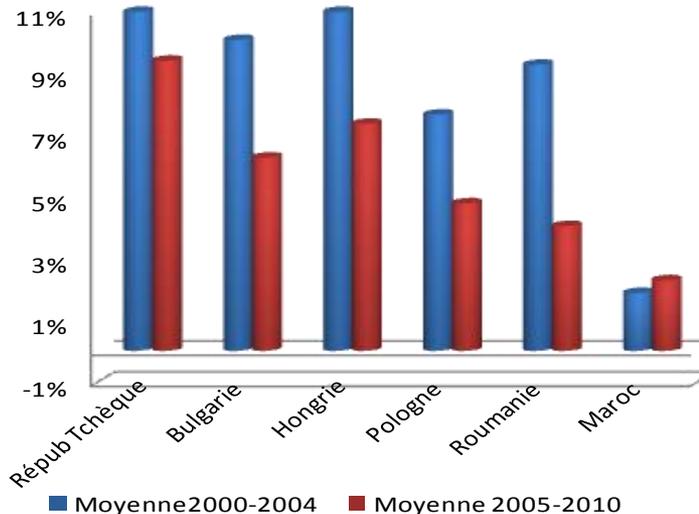
Une contribution encore faible des exportations à la croissance du Maroc

En comparaison à un échantillon de pays émergents

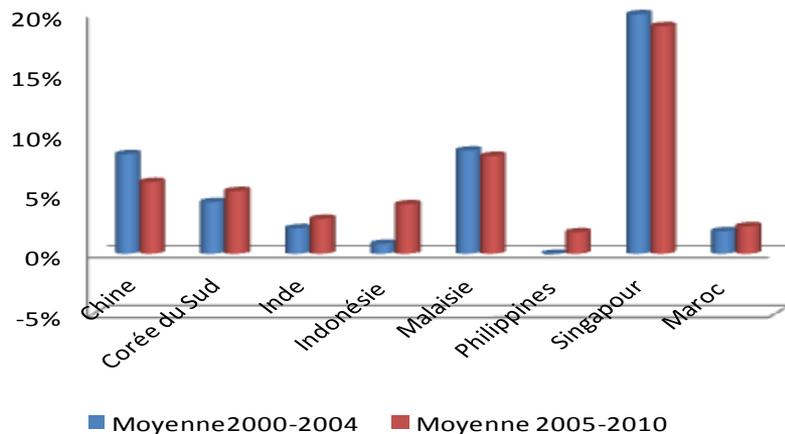
PSEM



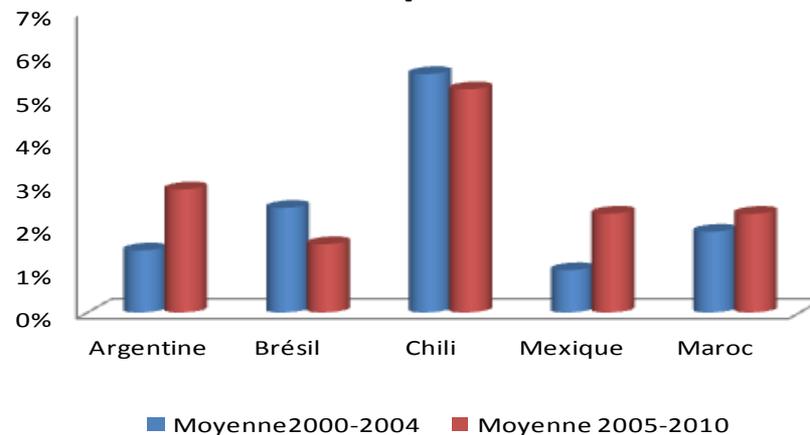
PECO



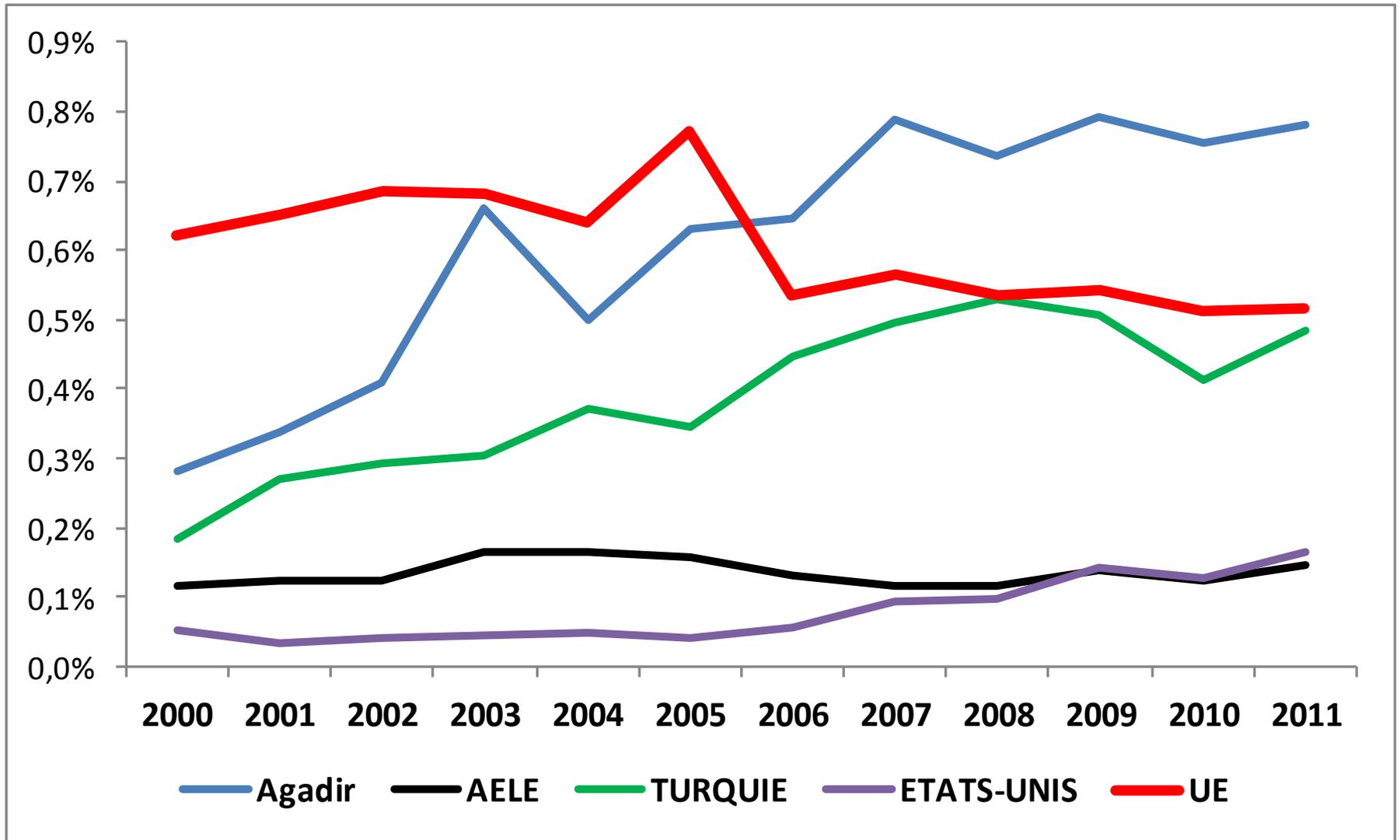
Asie



Amérique Latine



Amélioration progressive des parts de marché (Turquie et pays de l'accord d'Agadir) Baisse de celle de l'UE

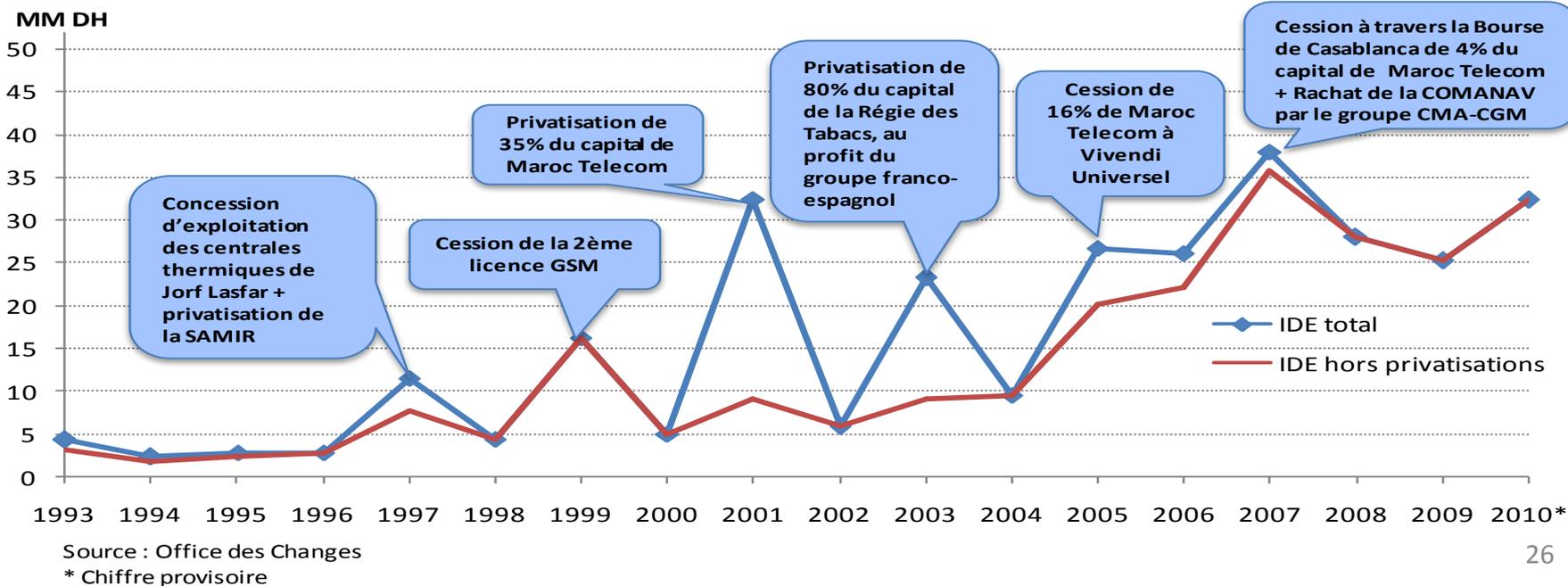
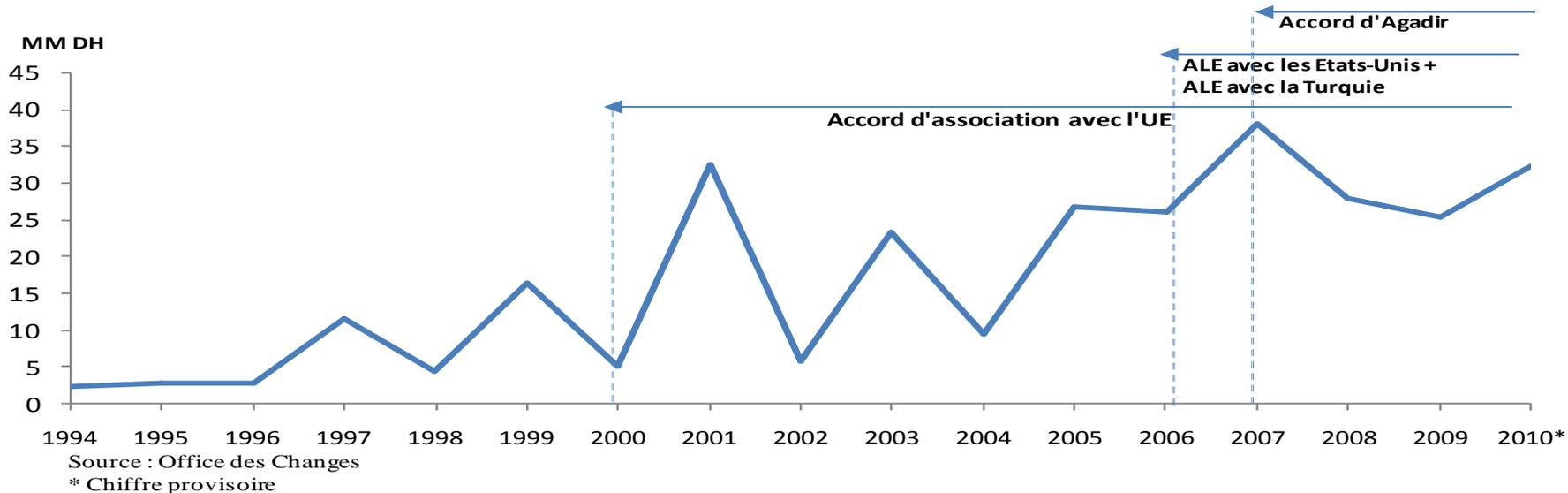


Principaux facteurs à l'origine de la faible compétitivité à l'export

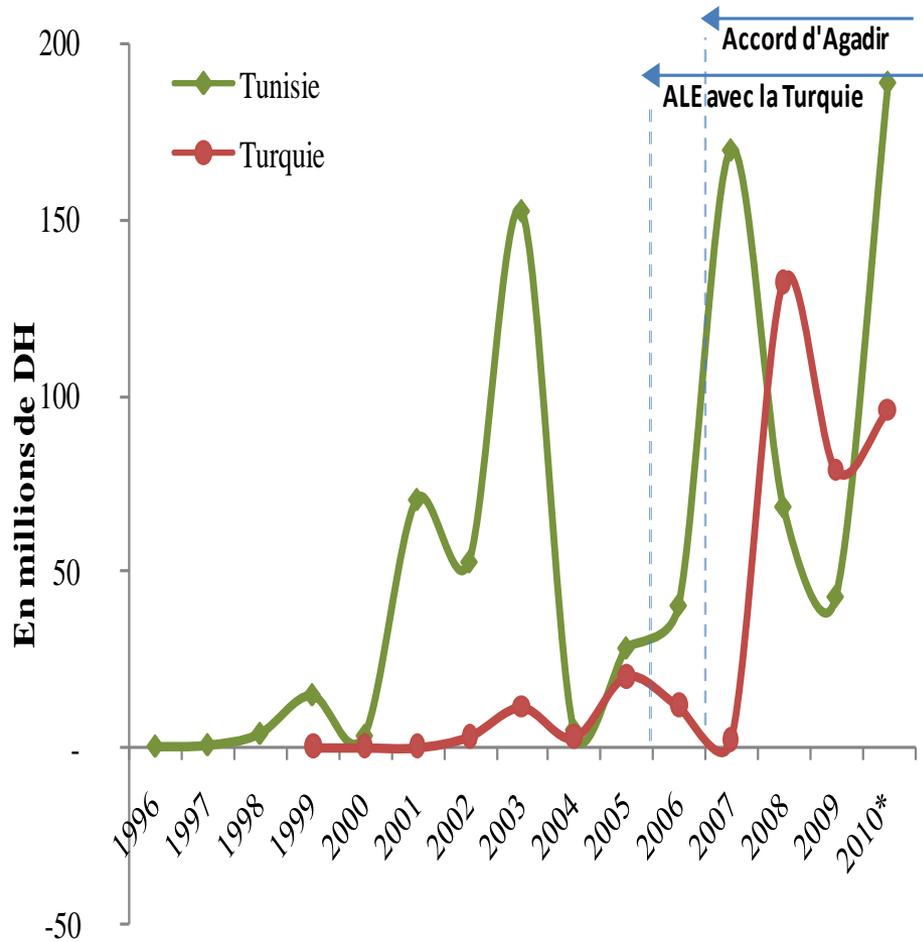
- Faible niveau de diversification des marchés d'exportation, malgré les efforts accomplis. Une part importante des exportations marocaines dépend ainsi de l'évolution économique de l'UE, surtout de la France et de l'Espagne. Ce dernier connaît actuellement une grave crise économique.
- Concentration des ventes à l'étranger sur quelques produits, principalement les produits de phosphates et le textile-habillement.
- Prépondérance des produits exportés basés sur des ressources naturelles à faible valeur ajoutée dont le marché mondial est peu dynamique.
- Main-d'œuvre encore peu qualifiée avec un niveau d'éducation faible par rapport à beaucoup de pays concurrents, surtout asiatiques...
- Retard technologique au niveau de l'industrie exportatrice. Seul 10% environ des exportations manufacturières sont classées dans le cadre de la haute technologie (composantes électroniques, produits informatiques et de télécommunication).

Amélioration significative des IDE

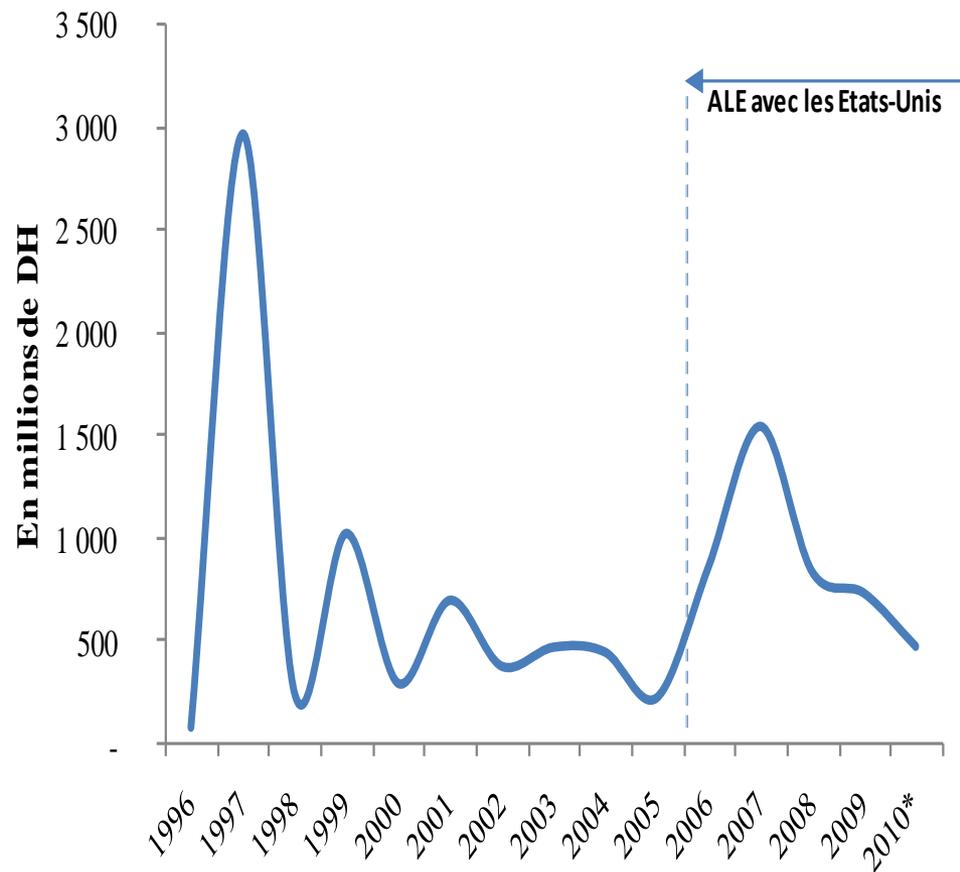
Accélération manifeste à partir de 2005 avec réduction de la volatilité



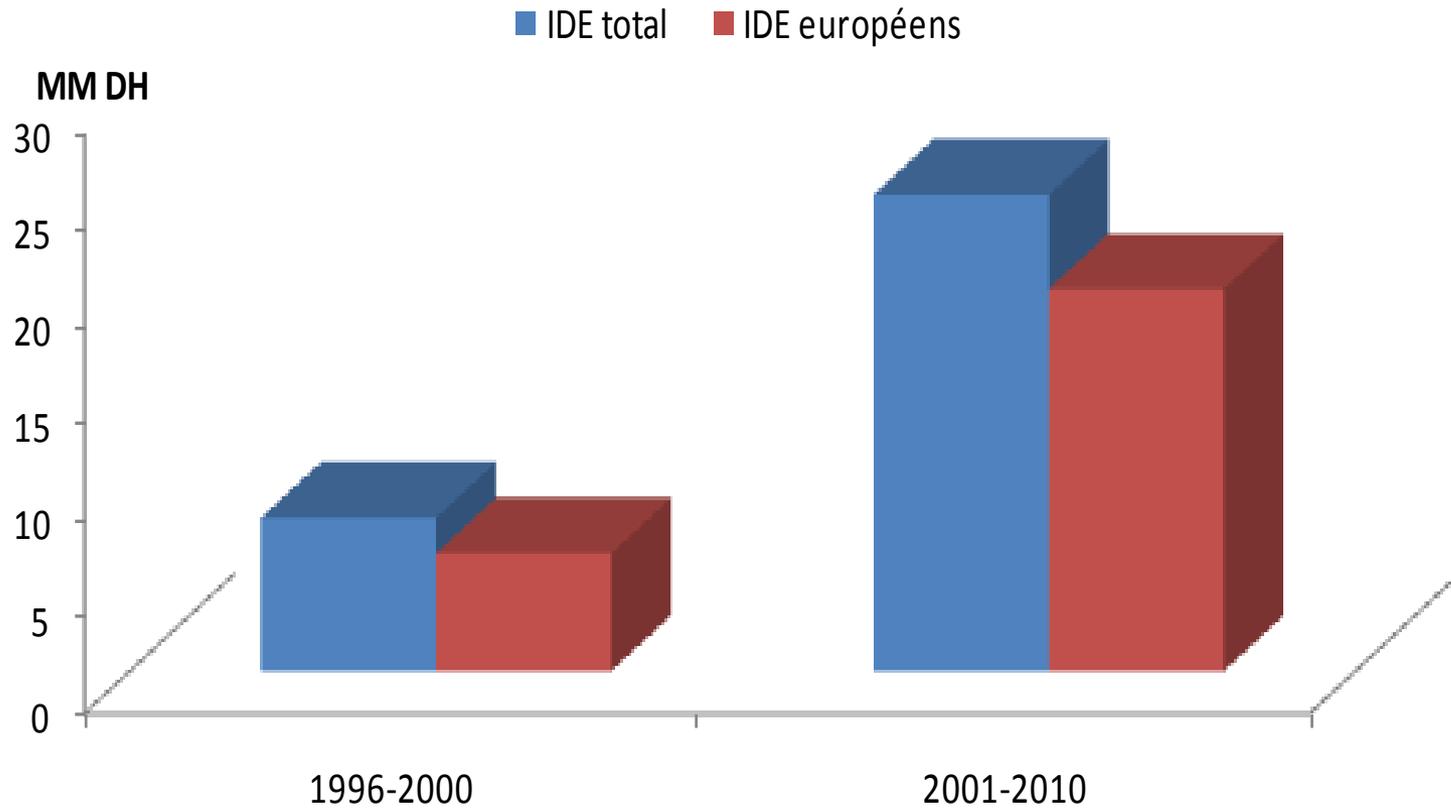
Graphique 5 : Evolution des entrées au Maroc des IDE provenant des pays signataires de l'accord d'Agadir



Graphique 6 : Evolution des entrées au Maroc des IDE provenant des Etats Unis

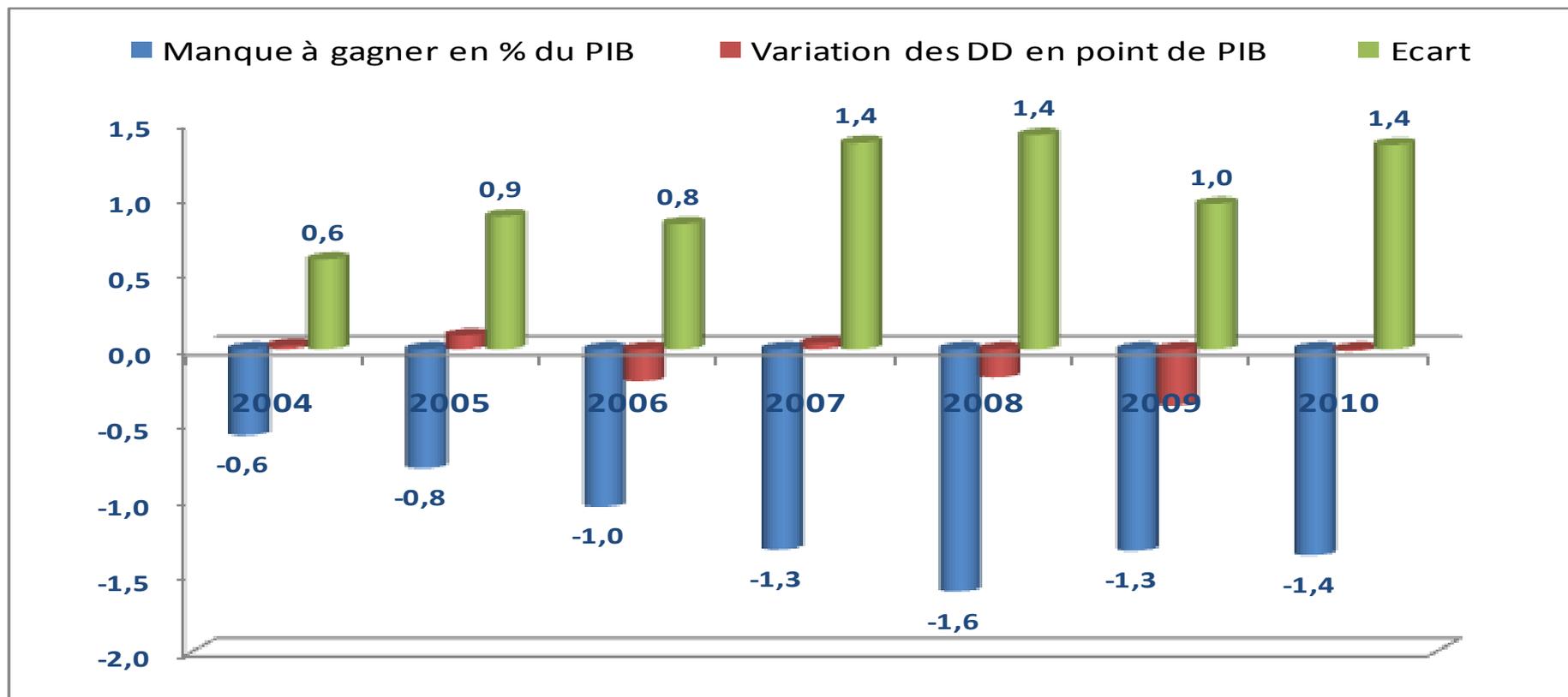


Hausse significative après l'entrée en vigueur de l'accord d'association,



Source : Office des Changes

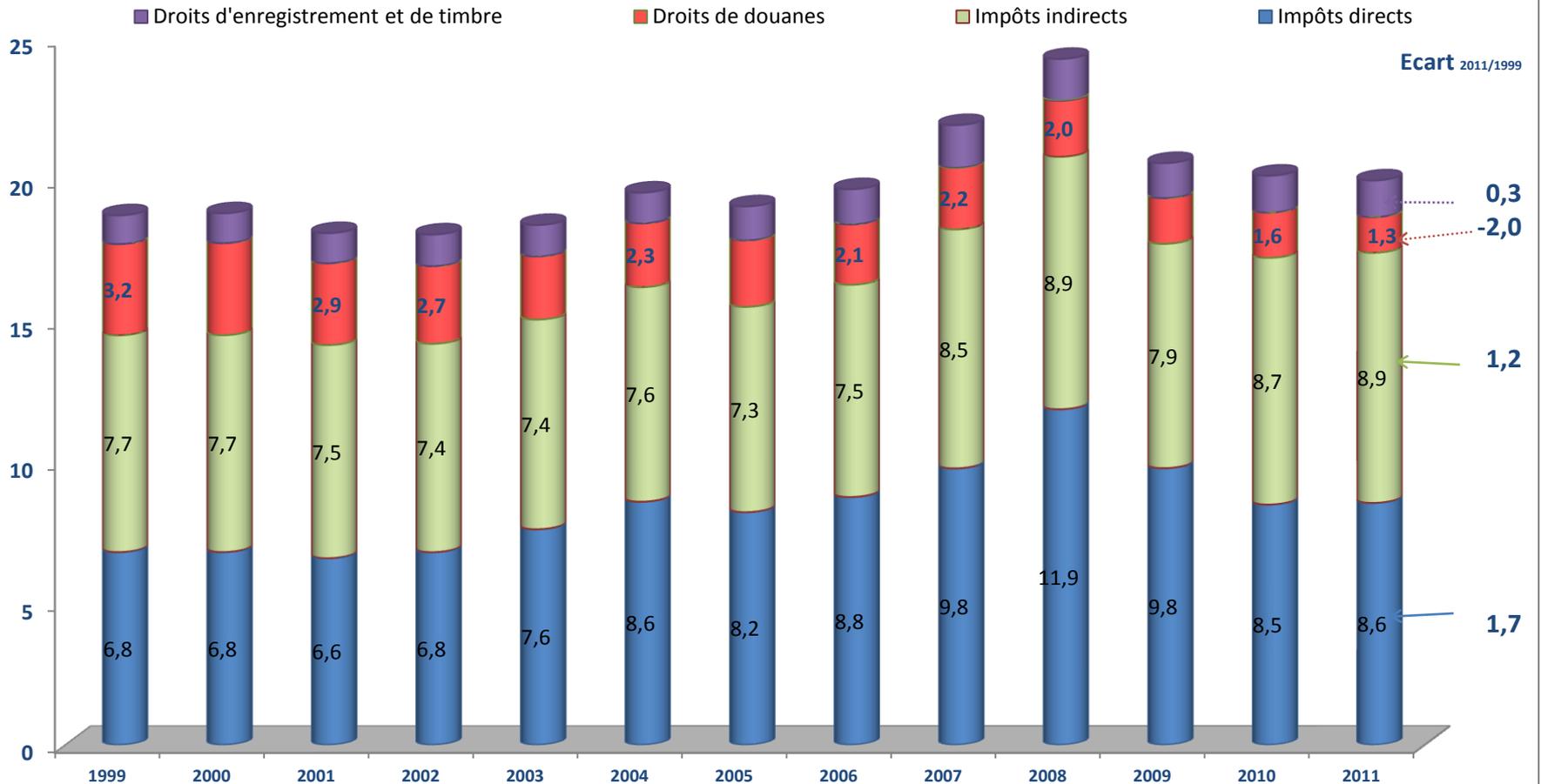
L'impact des ALE sur les revenus de l'Etat à travers le démantèlement tarifaire maîtrisé



Une réforme tarifaire rigoureuse a contrebalancé les effets du démantèlement (Réduction des distorsions tarifaires, diversification des sources d'approvisionnement, lutte contre les fausses déclarations, la contrebande et les manœuvres frauduleuses, amélioration de la compétitivité des entreprises et la réduction de la dispersion des quotités tarifaires).

Le dynamisme de l'activité économique et une réforme tarifaire rigoureuse ont contrebalancé les effets du démantèlement

Recettes fiscales en % du PIB



Ecart 2011/1999

0,3

-2,0

1,2

1,7

Total: 1,2

Malgré la hausse du déficit budgétaire, la dette du Trésor reste contenue à des niveaux acceptables (53% du PIB à fin 2011) avec une maîtrise des coûts (le coût moyen reste orienté à la baisse ramené à 4% en 2011) et une faible exposition aux risques associés à cette dette.

RÉGION MENA : DEGRADATION DES NOTATIONS SOUVERAINES...

Actions de notation de crédit souverain de certains pays de la région MENA depuis 2011 :

	S&P	Moody's	Fitch Ratings
Maroc	BBB-/Stable (Investment grade depuis mars 2010, confirmée le 30 novembre 2011)	Ba1/Stable (depuis juillet 1999, confirmée en juin 2007)	BBB-/Stable (Investment grade depuis avril 2007, confirmée en février 2012)
Tunisie	28/02/2012 : BBB-/négative 28/07/2011 : BBB-/perspective révisée de stable à négative 16/03/2011 : ↘ baisse de BBB à BBB-/Perspective stable	19/01/2011 : ↘ baisse de "Baa2" à "Baa3" /Perspective négative	02/03/2011: ↘ Baisse de BBB à BBB- /Perspective négative 14/01/2011 : BBB/perspective révisée de stable à négative
Egypte	10/02/2012 : ↘ baisse de B+ à B /perspective négative 24/11/2011 : ↘ baisse de BB à B+ /perspective négative 01/02/2011 : ↘ baisse de BB+ à BB/ placée sous surveillance négative	21/12/2011 : 27/10/2011 : ↘ baisse de "Ba3" à "B2" /Perspective négative 16/03/2011 : ↘ baisse de "Ba2" à "Ba3" /Perspective négative	30/12/2011 : ↘ Baisse de BB à BB- / Perspective négative 03/02/2011 : ↘ Baisse de BB+ à BB /Placée sous surveillance négative
Jordanie	08/02/2011 : BB/perspective révisée de stable à négative	08/02/2011 : Ba2/ perspective révisée de stable à négative	-
Bahreïn	20/07/2011 : BBB/Perspective négative 18/03/2011: ↘ baisse de A- à BBB/placée sous surveillance négative 21/02/2011 : ↘ baisse de A à A-/placée sous surveillance négative	26/05/2011 : ↘ baisse de "A3" à "Baa1" /Perspective négative 23/02/2011 : A3/ placée sous surveillance négative	03/08/2011 : BBB /Stable 15/03/2011 : ↘ Baisse de A- à BBB / surveillance négative 03/03/2011 : ↘ Baisse de A à A- / perspective négative